

L'UNESSA, fédération patronale des soins de santé, réclame 5 ans de stabilité budgétaire

NAMUR 13/06 16:47 (BELGA)

À la veille de l'élaboration du budget 2018 des soins de santé, l'UNESSA - la première fédération patronale du secteur en Wallonie - tire la sonnette d'alarme et réclame au gouvernement fédéral un pacte de stabilité budgétaire pour une période de cinq ans. L'association justifie cette demande par l'incapacité du secteur d'absorber de nouvelles mesures d'économies sans mettre en péril la qualité des soins et le volume de l'emploi.

"Nous comprenons la finalité de la réforme, mais une série d'incertitudes subsistent quant aux chemins pour y arriver", explique David Lefebvre, directeur général adjoint de l'UNESSA.

La fédération plaide dès lors pour davantage de clarté sur les modalités, les objectifs et les échéances de cette réforme afin d'en lever les zones d'ombre.

"Il y a aussi le problème du sous-financement du secteur hospitalier", ajoute le directeur adjoint. L'UNESSA estime que pour pouvoir répondre aux exigences de la réforme, il faut permettre aux gestionnaires d'anticiper. La fédération, qui regroupe près de 300 structures travaillant dans tous les domaines du secteur des soins de santé et représente pratiquement 30.000 ETP, exige dans ce cadre une trêve budgétaire de cinq ans.

Keywords:

SANTE / BRIEF / GVTFED /
PATRONAT / SHORT

Metadata:

INT 3 GEN fr Author: COR 740
ID: 87534389

© 2017 [Belga News Agency](#) | [Contacteer ons](#) | [Contactez-nous](#)

La première - 13 minutes - 13/06/2017 (le journal de 18 h)

(Retranscription UNESSA)

https://www.rtf.be/auvio/detail_journal-de-18h?id=2224180
5:00

Une mobilisation de plus contre les projets de la ministre Maggie De Block.

La fédération des hôpitaux libres de Wallonie, l'UNESSA, a décidé de monter au créneau.

200 millions d'économies à faire cette année, le regroupement des hôpitaux à faire en réseau, le partage des équipements et peut-être de nouveaux efforts encore imposés par le gouvernement fédéral cet été.

S'en est trop et surtout, ce sont les patients qui vont trinquer selon l'UNESSA.

Ecoutez Benoît Hallet, le directeur général adjoint de l'UNESSA. Il demande une trêve au Gouvernement fédéral.

« (B. Hallet) Il faut donner un calendrier à la réforme, raisonnable; un calendrier qui doit minimum s'étaler sur 5 ans. Et nous demandons une pause budgétaire sur 5 années. Nous savons très bien que les besoins en soins de santé et que les besoins hospitaliers vont continuer à croître ces prochaines années. Il faut déjà respecter les engagements du Gouvernement, à savoir minimum 2 % de croissance des moyens mis à la disposition des soins de santé : ce taux de croissance est inférieur à la croissance des besoins. »

« Fr. Louis) Mais la ministre vous demande de faire des réformes, de vous réorganiser, de partager des équipements, de vous organiser en réseau, de fusionner des hôpitaux. Ca doit faire des économies. Donc dans son esprit, c'est logique de demander aux hôpitaux de faire des économies. »

« (B. Hallet) Nous savons que les besoins de demain seront extrêmement importants en particulier en ce qui concerne la personne âgée. Nous avons besoin de moyens pour reconvertir une série de lits dits aigus en lits de soins dits chroniques. Il va falloir assumer un nombre de patients cancéreux, par exemple, dans les prochaines années de façon extrêmement importante ».

Une interview de François Louis

Unessa représente une vingtaine d'hôpitaux wallons, 20.000 lits soit environ 1/5 du secteur en Belgique.

Etranglés par les économies, les hôpitaux exigent une trêve budgétaire

MIS EN LIGNE LE 14/06/2017 À 07:46 ✎ PAR ERIC BURGRAFF

DANS CET ARTICLE

- Réaction: «Plus d'efficacité pour le patient»
- Carte blanche: comment éviter les dysfonctionnements de la réforme hospitalière

La ministre de Block multiplie les projets de réformes dans le secteur. La fédération des hôpitaux Unessa ne dit pas non mais veut des certitudes sur les aspects financiers avant d'aller plus loin.



A défaut d'être entendus, les hôpitaux agitent la menace de coupes sombres dans le personnel.

Une « trêve ». Et vite ! Unessa – la fédération francophone des hôpitaux et institutions de soins privés – fait dans la sémantique guerrière... Que le gouvernement aujourd'hui « appelé à la trêve » ne s'y trompe pas : ce n'est pas d'une paix dans des relations parfois orageuses entre l'Etat bailleur de fonds et les prestataires de soins dont il est désormais question. Unessa appelle en fait Maggie De Block à cesser de les bombarder de projets de réformes dont ils ne perçoivent pas toujours, ni l'articulation, ni les conséquences financières. Un appel qui tombe, il faut le préciser, alors que va débuter le contrôle budgétaire du gouvernement.



Lire aussi

[Maggie De Block: «Je prends mes responsabilités pour garantir le système de soins de santé»](#)

Réforme du paysage hospitalier

Parmi les chantiers, il y a l'importante réforme du paysage hospitalier. Pour faire bref, disons que les hôpitaux sont invités à construire des réseaux (25 à l'échelle du pays) autour d'une institution de référence tout en incitant les membres à se spécialiser. Il y a aussi la réforme du financement (le paiement à l'acte serait partiellement remplacé par un financement forfaitaire par pathologie), la réforme de la nomenclature (les numéros auxquels correspond chaque type de soin), la réforme de la loi sur les professions de santé (qui peut exercer ?), la réforme de la prise en charge des maladies chroniques... Maniant la métaphore, David Lefèbvre, directeur général adjoint d'Unessa, estime que « *les hôpitaux ont l'impression d'être face à une ministre qui a enclenché le chrono* » mais ils ne « *connaissent ni le type de course, ni les étapes, ni la distance à parcourir, ni le point d'arrivée* ». Et d'ajouter, « *il est temps de passer du chrono au sablier. Il est temps de se donner du temps* ». Pour autant, les hôpitaux privés ne sont pas d'office en opposition avec les projets proposés mais, avant d'avancer, ils veulent passer des « *incertitudes financières aux certitudes* ».

« *Madame de Block rêve d'une réforme du paysage en réseaux ? On veut bien mais il nous faut des garanties de stabilité budgétaire*, dit Benoît Hallet, directeur général adjoint d'Unessa. *On veut bien discuter* »échange de programmes» *de soins dans le cadre des réseaux mais il faut que ce qu'un hôpital perd d'un côté, il le gagne de l'autre. On veut bien mutualiser les services de pharmacie ou de laboratoire mais la loi prévoit alors un taux de TVA de 21 %... Maggie De Block reconnaît le problème mais n'apporte pas de solution* ». Le tout sans compter les risques de disparition d'hôpitaux régionaux ou de services indispensables au niveau local. Sans compter non plus la charge accrue sur le personnel. « *L'accumulation des mesures d'économie est énorme* », assure le directeur général Pierre Smiets. Unessa chiffre l'addition du manque à gagner pour le secteur hospitalier à un milliard d'euros en cinq ans ! Depuis le plan d'économie de cette année (200 à 250 millions pour les hôpitaux) les hôpitaux rognent sur le personnel via notamment des non-renouvellements de contrats.« *Mais si ça continue on devra réellement toucher à l'emploi. L'intensivité de la charge sur le personnel qui est déjà plus importante que dans d'autres pays deviendra terrible* ».

Et de préciser la demande : « *Unessa exige une trêve budgétaire de cinq ans. Jusqu'à présent nous avons parlé gentiment à la ministre, il est temps désormais quelle nous écoute* ».



Lire aussi

[Le plan qui modernisera les hôpitaux](#)

Réaction: «Plus d'efficacité pour le patient»

 PAR E.B.

Nous avons sollicité la réaction du cabinet de la ministre Maggie De Block face à la « trêve » budgétaire réclamée par le secteur hospitalier. « *La réforme vise avant tout plus d'efficacité et de qualité de soins pour le patient*, dit la porte-parole de la ministre. *Nous comprenons le fait que le secteur demande une stabilité mais donner une garantie budgétaire pour 5 ans est difficilement*

réalisable pour plusieurs raisons. Actuellement, le budget des moyens financiers est fixé chaque année en fonction des activités des années qui précèdent et il continuera à être fixé de cette manière. Des éventuels glissements d'activités ne se font donc pas sentir immédiatement dans le budget. Le budget de l'État est d'ailleurs lui aussi fixé chaque année ».

Quant à la demande de clarté, le cabinet se dit « surpris que l'Unessa formule cette demande car elle est associée à la réforme depuis le début et est membre du groupe de concertation. Une fois la note conceptuelle approuvée par les différents partenaires (des discussions sont en cours) elle sera coulée dans un texte légal ».

Carte blanche: comment éviter les dysfonctionnements de la réforme hospitalière

MIS EN LIGNE LE 13/06/2017 À 14:12

 PAR DR PHILIPPE DEVOS, CHEF DE SERVICE DES SOINS INTENSIFS, PRÉSIDENT DU CONSEIL MÉDICAL CHC LIÈGE, ADMINISTRATEUR FÉDÉRAL ABSYM/BVAS.

La réforme hospitalière engagée par la ministre de la Santé Maggie De Block entraînera la reconversion ou la fermeture d'un site hospitalier sur six au profit du développement de réseaux de référence. Le risque de dysfonctionnement, particulièrement en Wallonie, est important.





Le journal du Médecin

LA RÉFÉRENCE POUR LES MÉDECINS GÉNÉRALISTES ET SPÉCIALISTES WWW.LEJOURNALDUMEDECIN.COM

37^E ANNÉE N° 2500 - VENDREDI 16 JUIN 2017 - € 3 - HEBDOMADAIRE - P309580 - ROULARTA HEALTHCARE - RUE DE LA FUSÉE 50, BTE 14 - 1130 BRUXELLES

© Belga Image



Les hôpitaux privés wallons réclament à Maggie De Block du temps pour mettre en place les réseaux hospitaliers et un cadre budgétaire stable. « *Il nous faut cinq ans de stabilité. Il y a beaucoup trop d'incertitudes* », soutient Benoît Hallet, directeur général adjoint d'Unessa.

Les gestionnaires hospitaliers d'Unessa ne sont pas opposés à la grande réforme du paysage hospitalier lancée par la ministre de la Santé publique et des Affaires sociales mais ils s'inquiètent du timing, beaucoup trop serré. « *Nous voulons une réforme réaliste et humaine par étapes. Nous souhaitons obtenir la clarté sur les modalités, les objectifs, les échéances afin de lever toutes les incertitudes* », expliquent les responsables d'Unessa, la fédération qui regroupe 300 structures actives dans les soins de santé en Wallonie. « *Pour le budget 2017 des soins de santé, le gouvernement s'est fixé un objectif d'économies de 902 millions d'euros. Dans cette enveloppe, plus de 200 millions impactent directement l'activité hospitalière, rappelle David Lefebvre, directeur général adjoint. L'évolution du rapport entre les budgets et les dépenses réelles de santé le montre bien : hors d'un cadre prévisible et stable qui laisse aux acteurs le temps et la liberté de s'organiser autrement, nous allons droit dans le mur, car les moyens de financement prévus sont en-dessous des besoins*

du secteur. Gérer, c'est prévoir. Dans le contexte actuel, la multiplication des couches d'incertitude rend la tâche ardue et délicate. Les hôpitaux absorbent déjà de gros changements en peu de temps, ils n'ont pas la capacité de supporter de nouvelles économies à court terme. »

Pour illustrer ces déclarations, Gauthier Saelens directeur général du Grand hôpital de Charleroi, a annoncé qu'il a dû, à contre cœur, réduire le volume de l'emploi dans son groupe hospitalier de 0,5 %, soit 13-14 ETP qui n'ont pas été remplacés lors de leur départ. « *L'emploi commence à être impacté. Nos gestionnaires essaient d'éviter que cette diminution des effectifs ne touche les patients* », ajoute David Lefebvre. « *D'autant plus qu'en raison du raccourcissement de la durée des séjours hospitaliers et de l'augmentation de l'hospitalisation de jour, la pression sur le personnel va encore s'accroître dans les prochaines années* », souligne Pierre Smiets, directeur général de la fédération.

 trinomia

acide acétylsalicylique
atorvastatine
ramipril

 THERABEL

2 Réinsertion au travail :
les MG entrent en action

4 Quel avenir pour
le Samusocial ?

18 Libre arbitre, déterminisme :
faites vos jeux !



2500

Un numéro d'anticipation

Notre 2500^e numéro vous ouvre les portes du futur de la médecine, en vous entraînant dans une époque relativement proche où quelques avancées majeures modifieront considérablement votre quotidien et celui de vos patients. Cette révolution viendra entre autres de la bio-impression tridimensionnelle, de l'introduction de la médecine reconstructive et régénérative dans le bloc opératoire et des CRISPR/Cas. A l'occasion de l'anniversaire de votre journal, la ministre de la Santé publique et des Affaires sociales vous fait visiter le grand chantier des soins de santé.

Suite de la Une

«Aucune bonne réforme ne peut aboutir sous l

L'organisation patronale Unessa a bien choisi son timing pour sortir du bois, quelques jours avant des discussions budgétaires qui s'annoncent tendues et impacteront sans doute le secteur hospitalier. «Nous demandons du temps. Aucune bonne réforme ne peut aboutir sous la pression et dans l'urgence.»



Unessa demande au gouvernement l'application d'une trêve. (De gauche à droite B. Hallet, Pierre Smiets, Aline Hotterbeex, D. Lefebvre)

«Nous sommes favorables à cette réforme du secteur hospitalier mais il faut la faire en tenant compte des perspectives de reconversion du secteur qui s'étalent sur le long terme», souligne Benoît Hallet, directeur général adjoint d'Unessa. «En concertation entre le Fédéral et les entités fédérées puisque depuis la 6^e réforme de l'État des compétences et budgets importants ont été transférés aux régions.»

«Nous réclamons au gouvernement l'application d'un trêve, l'arrêt des différentes mesures et salves qui pleuvent sur le secteur. Trop c'est trop. Nous demandons de

l'oxygène pour pouvoir poursuivre notre mission de soins au service des patients, qui repose principalement aussi sur le fait de pouvoir disposer de suffisamment de personnel pouvant exercer dans des conditions de travail acceptables», renchérit Aline

Hotterbeex, responsable du secteur des hôpitaux d'Unessa.

Et la programmation ?

«Actuellement, la réforme de Maggie De Block ne tient pas compte de ce qui

entoure l'hospitalisation, regrette Alain Javaux, directeur général du Centre hospitalier chrétien de Liège. Si on ne tient pas compte de l'amont - la prévention - et de l'aval - la prise en charge après hospitalisation - qu'on ne vienne pas nous dire que les patients ne seront pas impactés.» Et le directeur général du groupe hospitalier liégeois d'appeler la ministre fédérale à lever les incertitudes dans le dossier de la programmation. «On veut supprimer la radiothérapie dans les centres satellites. Qu'on vienne m'expliquer que l'on fait actuellement des traitements de radiothérapie à des patients qui n'en auraient pas besoin ! De même avec la limitation des PET-scans, je n'ai jamais vu un nucléaire injecter un isotope radioactif dans le corps d'un patient pour rien. Par ailleurs, faut-il limiter les prises en charge complexes en pédiatrie aux hôpitaux universitaires ? Nous voulons bien nous

Avancer dans le brouillard

Maggie De Block a reçu mercredi une délégation de la CNE. Elle devait également faire part des inquiétudes des travailleurs du secteur. Le syndicat considère que «donner fin 2017 pour aboutir à des déclarations d'intention de l'ensemble des hôpitaux, c'est obliger les

directions de s'avancer dans le brouillard, sans aucune concertation possible sur les conditions de passage en réseaux.» Il constate qu'aucun lieu de concertation n'est adapté à la constitution de réseaux entre le public et l'associatif ; qu'aucune garantie n'est don-

née en matière d'emploi, de compensation de mobilité géographique ou fonctionnelle. «Les risques de marchandisation par sous-traitance sont immenses. Les volontés d'économies rapides semblent primer sur une rationalisation visant la qualité de prise en charge et des conditions de travail. Cela rend encore plus difficile la conclusion d'un accord non-

Le CHU de Bruxelles perd son moteur

Le CHU de Bruxelles, créé en 2014 à l'initiative d'Yvan Mayeur, va devoir revoir la composition de son bureau. Y siègent statutairement, entre autres, le bourgmestre de la Ville de Bruxelles, et le président du CPAS. Yvan Mayeur et Pascale Peraïta, démissionnaires de leurs postes respectifs, devront laisser dans les prochaines semaines leur mandat au sein du bureau du CHU Bxl à leurs successeurs.

Le Centre hospitalier universitaire de Bruxelles a été créé le 18 décembre 2014 pour regrouper dans une faïtière les hôpitaux de la ville de Bruxelles (le CHU Saint-Pierre, l'Institut Bordet, le CHU Brugmann, l'Huderf), la Ville de Bruxelles et le CPAS de Bruxelles. Ce CHU Bxl, dont le siège est situé à l'Hôtel de Ville de Bruxelles, Grand-Place, poursuit plusieurs missions : la coordination et le regroupement de tout ou partie de l'ac-

tivité des hôpitaux cités ; l'exploitation et la gestion de centres de services partagés regroupant des services de support ; la recherche scientifique et le développement de nouvelles technologies dans le secteur de la santé ; l'enseignement et la promotion dans le domaine de la santé ; la réalisation de toute tâche d'intérêt communal confiée par la Ville de Bruxelles afin de maintenir un service public hospitalier de qualité...

Le CHU Bxl est géré par un conseil d'ad-

ministration (14 membres) et un bureau (5 membres). Le bureau propose la stratégie de l'association au conseil d'administration et assure le contrôle et le suivi de l'exécution et de la mise en œuvre de ses décisions par le comité de direction. Siègent dans le bureau le bourgmestre de la ville de Bruxelles (officiellement Yvan Mayeur jusqu'au 26 juin), la présidente (Pascale Peraïta) et vice-présidente du CPAS de Bruxelles, le président et vice-président représentants de la Ville de Bruxelles au sein du bureau du conseil d'administration du réseau Iris et l'administrateur délégué (Michel Govaerts, qui assiste avec voix consultative). Yvan Mayeur et Pascale Peraïta ayant dû démissionner suite à l'affaire du «Samusocial», leurs mandats au sein du CHU Bxl vont être prochainement repris par leurs successeurs, Philippe Close, nouveau bourgmestre de Bruxelles, et le

(la) futur(e) président(e) du CPAS de Bruxelles (à ce jour pas encore désigné(e)).

Les statuts du CHU Bxl indiquent que les administrateurs de cette structure peuvent recevoir des jetons de présence et que les membres politiques du bureau peuvent toucher une indemnité. Est-ce le cas ? «Les administrateurs ne touchent pas de jetons. Les 5 membres du bureau peuvent toucher une rémunération fixe mais, comme certains ont atteint le plafond de rémunération ou l'ont refusée, les membres du bureau qui perçoivent cette rémunération sont minoritaires», explique Michel Govaerts, administrateur délégué. En 2016, un montant de 164.385 euros a été prévu dans le budget du CHU Bxl pour les quatre mandataires politiques siégeant dans le bureau et 55.000 euros pour le directeur général médical (0,25 ETP).

De grandes ambitions

Rappelons qu'Yvan Mayeur a été, durant des années, président de la faïtière Iris,

la pression»

inscrire dans la logique des réseaux mais pas pour se faire dépecer des fonctions pour lesquelles nous avons démontré la qualité de notre prise en charge.»

Pédagogie et décryptage

Unessa a décidé de sensibiliser l'opinion publique et le gouvernement en organisant une campagne de décryptage notamment sur les réseaux sociaux. «*Au travers d'exemples concrets (le premier concerne la rationalisation des soins de santé: NDLR), s'appuyant sur des données économiques et financières, notre fédération ambitionne de déconstruire certaines idées reçues qui circulent, explique David Lefebvre, directeur général adjoint. Nous allons diffuser des dossiers via notre site et les réseaux sociaux.*» Peut-être qu'ils arriveront jusqu'au cabinet de la ministre.

Vincent Claes

marchand». La CNE se déclare prête à mobiliser ses troupes contre cette réforme si des garanties ne sont pas avancées par la ministre. «Donnons du temps à la concertation. Favorisons les rapprochements naturels et volontaires, avec une période de transition suffisamment longue», demande le syndicat.

V.C.

structure qui regroupe tous les hôpitaux publics bruxellois. À la tête d'Iris, il a recomposé le paysage des hôpitaux publics bruxellois, entre autres, en réduisant le nombre de lits, en restructurant certaines activités hospitalières et en regroupant des sites. Il a ensuite mis sur pied le CHU Bxl avec l'ambition de former le Pôle hospitalier universitaire de Bruxelles (PHUB) réunissant la Ville de Bruxelles, son CPAS, l'Hôpital Erasme et les hôpitaux de la Ville de Bruxelles. «*Notre volonté, déclarait Yvan Mayeur il y a un an lors de la création du PHUB, s'inscrit dans un contexte belge et européen de consolidation et de renforcement des partenariats hospitalo-universitaires. Elle vise à développer une vision à long terme pour les hôpitaux publics, ambitieuse et renforcée par l'excellence du pôle universitaire de santé de l'ULB.*» Le successeur d'Yvan Mayeur, Philippe Close, montrera-t-il un aussi grand intérêt pour le secteur hospitalier que l'ancien bourgmestre de Bruxelles ?

V.C.

DENOMINATION DU MEDICAMENT Riopan 800 mg/10 ml suspension buvable COMPOSITION QUALITATIVE ET QUANTITATIVE Riopan 800 mg/10 ml suspension buvable contient 800 mg de magaldrate par 10 ml suspension. FORME PHARMACEUTIQUE Suspension buvable. INDICATIONS THERAPEUTIQUES L'indication doit être limitée au traitement symptomatique de courte durée des brûlures d'estomac (ou pyrosis) et des douleurs

gastriques. POSOLOGIE ET MODE D'ADMINISTRATION Posologie chez l'adulte et l'enfant à partir de 12 ans: En cas de plaintes gastriques légères: prendre 800 mg de magaldrate par jour. En cas d'ulcère gastrique: prendre régulièrement 800 mg de magaldrate 1 heure après chaque repas principal et avant le coucher. Le traitement doit être arrêté après la disparition des symptômes. En cas d'ulcère duodénal: l'expérience montre que des doses plus élevées et des prises régulières sont nécessaires. Il faut prendre de 800 mg à 1600 mg de magaldrate, 1 h et 3 h après chaque repas principal et avant le coucher. Le traitement doit être arrêté après l'arrêt des plaintes. Il ne faut pas dépasser une dose quotidienne de 6400 mg de magaldrate. Il faut recommander aux patients de consulter leur médecin si les symptômes de mauvaise digestion durent plus de 14 jours. Mode d'administration: Les sachets doivent être bien malaxés avant l'utilisation. Agiter fortement le flacon avant l'emploi. CONTRE-INDICATIONS Hypersensibilité à la substance active ou à l'un des excipients. Riopan

est contre-indiqué chez les patients atteints d'une insuffisance rénale sévère (clairance de la créatinine < 30 ml/min). EFFETS INDESIRABLES *Affections du système nerveux: chez les patients présentant une insuffisance rénale, les sels de magnésium peuvent provoquer une inhibition du système nerveux central. Chez ces patients, on peut également observer une accumulation d'aluminium dans les tissus nerveux. *Affections gastro-intestinales: très fréquent: selles molles et plus fréquentes. Très rare:

diarrhée. En dépit de l'action constipante de l'aluminium, le magnésium peut avoir un effet laxatif, surtout à doses élevées. Aux posologies recommandées, la diarrhée ne survient que très rarement. *Affections musculo-squelettiques et systémiques: chez les patients présentant une

20 sachets: € 8,95
50 sachets: € 17,90
Flacon 250 ml: € 8,95

insuffisance rénale et en cas d'utilisation prolongée de doses élevées, on peut observer une accumulation d'aluminium et de magnésium. L'utilisation prolongée d'antiacides entraîne un risque d'ostéomalacie. *Investigations: l'administration chronique d'antiacides peut provoquer une hypophosphatémie. L'hydroxyde d'aluminium peut en effet se lier aux phosphates d'origine alimentaire et réduire la résorption des phosphates, ce qui, en cas d'utilisation prolongée, peut entraîner une hypophosphatémie et un risque d'ostéomalacie. Déclaration des effets indésirables suspects: la déclaration des effets indésirables suspects après autorisation du médicament est importante. Elle permet une surveillance continue du rapport bénéfice/risque du médicament. Les professionnels de la santé déclarent tout effet indésirable suspecté via: Belgique: Agence fédérale des médicaments et des produits de santé Division Vigilance EUROSTATION II Place Victor Horta, 40/40 B-1060 Bruxelles Site internet: www.afmps.be e-mail: adversedrugreactionsfagg-afmps.be NATURE ET CONTENU DE L'EMBALLAGE EXTERIEUR Embal-

Brûlant? Douleurs gastriques?

Tamponne l'acide gastrique

Diminue l'excès d'acide gastrique

- Zone thérapeutique optimale: pH entre 3-5
- Pas d'effet rebond

Lie les sels biliaires

Pour tous vos patients

également pour les femmes enceintes* et durant l'allaitement*, les diabétiques et les patients souffrant d'hypertension

Goût caramel



Soulagement rapide du brûlant et des douleurs gastriques

lages de 20 et 50 sachets de 10 ml; Flacon de 250 ml. TITULAIRE DE L'AUTORISATION DE MISE SUR LE MARCHE Takeda Belgium Chaussée de Gand 615 1080 Bruxelles NUMEROS D'AUTORISATION DE MISE SUR LE MARCHE Riopan 800 mg/10 ml suspension buvable (sachets): BE133454 Riopan 800 mg/10 ml suspension buvable (flacon): BE404686 MODE DE DELIVRANCE Médicament non soumis à prescription médicale DATE DE MISE A JOUR DU TEXTE 10/2013 Date d'approbation: 11/2013

* Pour des infos supplémentaires, voir la notice Riopan®

Takeda



[ACCUEIL \(/FR\)](#) / [MÉDECINE \(/FR/MEDIC\)](#) / [L'UNESSA, FÉDÉRATION PATRONALE DES SOINS DE SANTÉ, RÉCLAME 5 ANS DE STABILITÉ BUDGÉTAIRE](#)

L'UNESSA, fédération patronale des soins de santé, réclame 5 ans de stabilité budgétaire

Jeudi 15 juin 2017

À la veille de l'élaboration du budget 2018 des soins de santé, l'UNESSA - la première fédération patronale du secteur en Wallonie - tire la sonnette d'alarme et réclame au gouvernement fédéral un pacte de stabilité budgétaire pour une période de cinq ans. L'association justifie cette demande par l'incapacité du secteur d'absorber de nouvelles mesures d'économies sans mettre en péril la qualité des soins et le volume de l'emploi.

"Nous comprenons la finalité de la réforme, mais une série d'incertitudes subsistent quant aux chemins pour y arriver", explique David Lefebvre, directeur général adjoint de l'UNESSA.

La fédération plaide dès lors pour davantage de clarté sur les modalités, les objectifs et les échéances de cette réforme afin d'en lever les zones d'ombre.

"Il y a aussi le problème du sous-financement du secteur hospitalier", ajoute le directeur adjoint. L'UNESSA estime que pour pouvoir répondre aux exigences de la réforme, il faut permettre aux gestionnaires d'anticiper. La fédération, qui regroupe près de 300 structures travaillant dans tous les domaines du secteur des soins de santé et représente pratiquement 30.000 ETP, exige dans ce cadre une trêve budgétaire de cinq ans.

Articles connexes

[ISPPG à Charleroi - Pierre-Yves Dermagne veut la mise en œuvre du plan d'apurement pour les administrateurs \(/fr/actualite/isppc-charleroi-pierre-yves-dermagne-veut-la-mise-en-oeuvre-du-plan-dapurement-pour-les\)](#)

[Un enfant bruxellois sur 3 vit dans une pauvreté de revenus relative, alerte l'Unicef \(/fr/actualite/un-enfant-bruxellois-sur-3-vit-dans-une-pauvrete-de-revenus-relative-alerte-lunicef\)](#)

[Journée mondiale de lutte contre la maltraitance des personnes âgées ce jeudi \(/fr/actualite/journee-mondiale-de-lutte-contre-la-maltraitance-des-personnes-agees-ce-jeudi\)](#)

[Études de médecine - Les inscriptions pour le premier examen d'entrée prévu le 8 septembre sont ouvertes \(/fr/actualite/etudes-de-medecine-les-inscriptions-pour-le-premier-examen-dentree-prevu-le-8-septembre\)](#)

[Le parlement wallon soutient les centres de planning familial sur la pilule du lendemain \(/fr/actualite/le-parlement-wallon-soutient-les-centres-de-planning-familial-sur-la-pilule-du-lendemain\)](#)

Recommandé (/fr/actualite/lunessa-federation-patronale-des-soins-de-sante-reclame-5-ans-de-stabilite-budgetaire?qt-content=0#qt-content)

Réactions (/fr/actualite/lunessa-federation-patronale-des-soins-de-sante-reclame-5-ans-de-stabilite-budgetaire?qt-content=1#qt-content)
L'UNESSA, fédération patronale des soins de santé, réclame 5 ans de stabilité budgétaire (/fr/actualite/lunessa-federation-patronale-des-soins-de-sante-reclame-5-ans-de-stabilite-budgetaire)

[Un enfant bruxellois sur 3 vit dans une pauvreté de revenus relative, alerte l'Unicef \(/fr/actualite/un-enfant-bruxellois-sur-3-vit-dans-une-pauvrete-de-revenus-relative-alerte-lunicef\)](#)

[Journée mondiale de lutte contre la maltraitance des personnes âgées ce jeudi \(/fr/actualite/journee-mondiale-de-lutte-contre-la-maltraitance-des-personnes-agees-ce-jeudi\)](#)

[Études de médecine - Les inscriptions pour le premier examen d'entrée prévu le 8 septembre sont ouvertes \(/fr/actualite/etudes-de-medecine-les-inscriptions-pour-le-premier-examen-dentree-prevu-le-8-septembre\)](#)

[Le parlement wallon soutient les centres de planning familial sur la pilule du lendemain \(/fr/actualite/le-parlement-wallon-soutient-les-centres-de-planning-familial-sur-la-pilule-du-lendemain\)](#)

Editions en ligne

L'UNESSA, fédération patronale des soins de santé, tire la sonnette d'alarme



BRUXELLES 13/06 - Pour le budget 2017 des soins de santé, le Gouvernement s'est fixé un objectif d'économies de 902 millions d'euros, dont plus de 200 millions en lien direct avec l'activité hospitalière. A la veille de l'élaboration du budget 2018, UNESSA (première Fédération patronale des soins de santé en Wallonie) tire la sonnette d'alarme: le secteur est incapable, à court terme, d'absorber de nouvelles mesures d'économies sans mettre en péril la qualité des soins et le volume d'emploi.



Pour que notre système de santé reste l'un des plus accessibles et des plus appréciés d'Europe, notre organisation réclame au Gouvernement un pacte de stabilité budgétaire pour une période de 5 ans!

UNESSA est bien consciente de la nécessité de voir évoluer le secteur mais elle souhaite une réforme réaliste et humaine, par étapes. Nous souhaitons obtenir la clarté sur les modalités, les objectifs, les échéances afin de lever toutes les incertitudes.

Cette réforme doit garantir le maintien de la qualité de l'offre et du service au patient, mais aussi l'équilibre financier d'institutions déjà fragilisées. Un exemple parmi d'autres: le résultat courant des hôpitaux généraux s'établit à 106 millions en 2015, en baisse de 40 millions par rapport à 2014, soit un recul de près de 30%.

Compte tenu de ces différents éléments, UNESSA exige une trêve.

Afin de sensibiliser l'opinion publique et le Gouvernement, UNESSA organise une campagne de décryptage, notamment sur les réseaux sociaux. A travers des exemples concrets, s'appuyant sur des données économiques et financières, la Fédération ambitionne de déconstruire certaines idées reçues qui circulent. Et faire ainsi la démonstration de la nécessité de maintenir des moyens de financement à la hauteur de la qualité de l'accueil et des soins proposés aujourd'hui.

UNESSA en bref

Issue de la fusion entre la FIH (Fédération des Institutions Hospitalières) et la FNAMS (Fédération Nationale des Associations Médico-Sociales), UNESSA (acronyme des mots UNion En Soins de SAnité) est une organisation patronale qui fédère près de 300 structures actives dans les domaines des soins de santé en Wallonie.

14/06/2017 Source: Communiqué de presse de l'UNESSA

RÉFORME DES HÔPITAUX

Économies : l'Unessa exige une trêve

À la veille de l'élaboration du budget 2018 des soins de santé, l'Unessa – la première fédération patronale du secteur en Wallonie, qui regroupe près de 300 structures et représente pratiquement 30 000 ETP – tire la sonnette d'alarme et réclame au gouvernement fédéral un pacte de stabilité budgétaire pour une période de 5 ans.

La fédération exige ainsi une trêve dans la mise en œuvre des mesures d'économie ainsi qu'une réforme du paysage hospitalier et du financement des hôpitaux réaliste et humaine, par étapes.

L'association justifie cette demande par l'incapacité du secteur d'absorber de nouvelles mesures d'économies sans mettre en péril la qualité des soins et le volume de l'emploi. « Nous comprenons la finalité de la réforme, mais une série d'incertitudes subsistent quant aux che-



La première fédération patronale du secteur des soins de santé en Wallonie estime que « les moyens prévus sont en dessous des besoins ».

mins pour y arriver », explique David Lefebvre, directeur général adjoint de l'Unessa qui plaide dès lors pour davantage de clarté sur les modalités, les objectifs et les échéances de cette réforme.

« Il y a aussi le problème du sous-financement du secteur hospitalier »,

ajoute-t-il. Pour le budget 2017 des soins de santé, le gouvernement s'est fixé un objectif d'économies de 902 millions €, dont plus de 200 millions impactent directement l'activité hospitalière, rappelle la fédération. « *Hors d'un cadre prévisible et stable qui laisse aux acteurs le temps et la liberté de s'organiser autrement, nous allons droit dans le mur, car les moyens de financement prévus sont en dessous des besoins du secteur* », dit l'Unessa.

Pour sensibiliser l'opinion et le gouvernement à l'« *impérieuse nécessité* » d'une trêve, l'Unessa organise une campagne de décryptage sur les réseaux sociaux. Et ce, pour déconstruire les idées reçues sur les hôpitaux. Exemple : « *On entend dire que les hôpitaux licencient, alors qu'en fait l'emploi est à la hausse* », dit l'Unessa, qui présentera à chaque fois des chiffres en guise d'arguments. ■

UNESSA appelle le gouvernement à la trêve

Toujours dans l'expectative de ce que va donner la prochaine réunion du groupe de concertation de la réforme hospitalière à la veille de l'élaboration du budget 2018, UNESSA, première fédération patronale des soins de santé en Wallonie, appelle le gouvernement à la trêve. Il réclame d'une part une stabilité budgétaire pour les cinq prochaines années et, d'autre part, un calendrier réaliste pour les nombreuses réformes sur la table.

Selon UNESSA, le secteur est incapable, à court terme, d'absorber de nouvelles mesures d'économies sans mettre en péril la qualité des soins et le volume d'emploi. Pour que le système de santé belge reste l'un des plus accessibles et des plus appréciés d'Europe, elle réclame un pacte de stabilité budgétaire pour une période de cinq ans.

Stabilité du BMF et des honoraires

«Très concrètement, ce que nous souhaitons, c'est que soient garantis les moyens budgétaires dans les hôpitaux dans les cinq prochaines années», indique Benoit

Hallet, directeur général adjoint d'UNESSA. «Clairement, le taux de croissance prévu par le gouvernement doit être maintenu. Nous ne demandons rien de plus. Car si l'on veut revoir l'offre en même temps que les moyens financiers à disposition des hôpitaux, cela ne va pas bien se passer. Les hôpitaux vont se crispier. Pour pouvoir réformer l'offre sereinement, nous demandons une stabilité du financement.»

«Techniquement parlant, en ce qui concerne le budget des moyens financiers (BMF), on sait déjà que rien ne va bouger pendant trois ans puisqu'en 2017, on calcule le BMF sur base de l'année 2014. Les trois prochaines années vont être relativement stables.

Ce que nous demandons, c'est que le gouvernement nous garantisse cette stabilité encore deux années supplémentaires en ce qui concerne le BMF, mais aussi pour ce qui est des honoraires des médecins car si on réduit ces derniers, ce sont les hôpitaux qui trinquent bien sûr. Donc l'un ne va pas sans l'autre», explique Benoit Hallet.

«Aujourd'hui, tant les gestionnaires que le personnel sont inquiets. Si la ministre ne veut pas que, demain, il y ait des vagues de licenciements dans les hôpitaux et que les syndicats se retrouvent dans la rue, elle doit absolument garantir cette stabilité budgétaire. Aujourd'hui, on n'engage déjà presque plus. Si lors du conclave budgétaire de juillet ou d'octobre, de nouvelles mesures d'économies sont prises, ce ne sera pas une stabilisation de l'emploi mais bien une diminution importante à laquelle nous allons devoir faire face», prévient-il.

Une chose à la fois!

La deuxième demande adressée à la ministre De Block est de prioriser ses différents chantiers. La fédération est bien consciente de la nécessité de voir

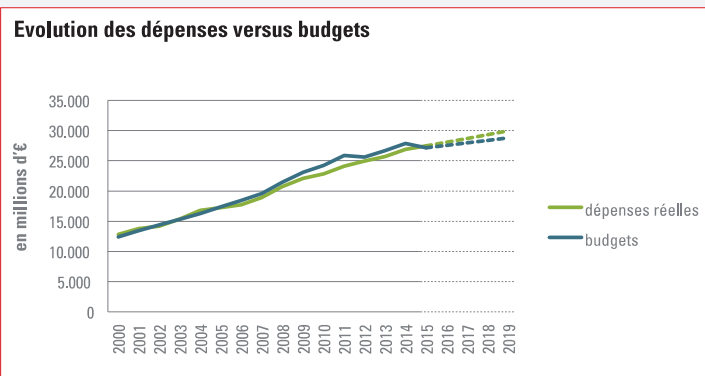
évoluer le secteur, mais elle souhaite une réforme réaliste et humaine, par étapes. «Aujourd'hui, le secteur est face à trop d'inconnues. La ministre veut tout réformer et elle crée une série d'incertitudes autour de chaque problème qu'elle soulève. Notre message est donc le suivant: 'Si vous voulez réformer, arrêtez de créer des incertitudes à tous les niveaux. Au contraire, pour avancer, il faut que les gestionnaires sachent où ils vont. Donnez-nous de la clarté sur les modalités, les objectifs ainsi que les échéances.'»

En pratique, UNESSA demande donc que la réforme des réseaux hospitaliers soit maintenant la priorité afin que tout le monde puisse s'y consacrer pleinement. Et puis seulement, quand les réseaux seront en place, le temps sera venu de revoir le financement ainsi que d'autres grands dossiers. ■

France Dammel

Une campagne de décryptage pour tordre le cou aux idées reçues

Afin de sensibiliser l'opinion publique et le gouvernement, UNESSA a mis en place une initiative plutôt originale: une campagne de décryptage, notamment via son site internet et les réseaux sociaux, afin de déconstruire certaines idées reçues.



Au travers d'exemples concrets et s'appuyant sur des données économiques et financières, UNESSA entend ainsi faire la démonstration de la nécessité de maintenir des moyens de financement à la hauteur de la qualité de l'accueil et des soins proposés aujourd'hui dans notre pays. Pour la fédération patronale, la rigueur budgétaire risque de peser sur le volume de l'emploi dans le secteur et, indirectement, sur la qualité des soins offerts au patient.

On entend: «Le gouvernement fédéral n'a pas diminué les montants consacrés au budget des soins de santé. Au

contraire, il a augmenté de plus de 500 millions en un an. Les économies sont réalisées par rapport à une norme de croissance théorique». Vraiment? Le budget des soins de santé est-il en augmentation? Que disent les chiffres?

«Dans l'absolu, le budget des soins de santé est effectivement en hausse chaque année, au même titre que les dépenses réelles», explique David Lefèbvre, directeur général adjoint d'UNESSA. «Cela étant, l'année 2015 a marqué un tournant dans cette tendance, suite à la décision de diminution de la norme de croissance théorique utilisée lors de la fixation de l'objectif budgétaire. En

conséquence, les dépenses réelles ont pour la première fois dépassé le budget des soins de santé.» (voir graphique)

Autre tendance, qui ne concerne pas que la Belgique: les dépenses en soins de santé dépassent, parfois de loin, la croissance économique. «L'enjeu n'est donc pas de savoir si le budget des soins de santé est bien en hausse (c'est le cas), mais plutôt s'il est en adéquation avec les besoins réels», commente David Lefèbvre. «Les derniers exercices budgétaires sont symptomatiques d'un décrochage entre les dépenses et leur (capacité de) financement!

Les évolutions démographiques, la chronisation des soins et l'évolution des techniques de prise en charge sont autant de facteurs pouvant aggraver cet état de fait. Il importe donc de garantir un cadre budgétaire réaliste et adapté à la réalité du secteur.» ■

FD.

Retrouvez la campagne d'UNESSA et découvrez chaque semaine un nouveau décryptage sur:
- www.unessa.be
- <https://www.facebook.com/Unessa-asbl-1907679706135897/>
- <https://www.linkedin.com/company-beta/17945606/>

Trop de RMN en Belgique ? Non, clame UNESSA

F.D. - Jeudi 22 juin 2017

[QUALITÉ DES SOINS \(/FR/SOCIOPRO/387\)](#) [FINANCEMENT DES HÔPITAUX \(/FR/SOCIOPRO/383\)](#)



A travers une campagne de décryptage, UNESSA entend tordre le cou à certaines idées qui circulent dans le monde des soins de santé. Cette semaine, c'est au tour des RMN. Pour la première fédération patronale des soins de santé en Wallonie, il n'y a pas trop de RMN dans notre pays.

On entend: « Il y a trop d'investissements dans du matériel coûteux dans les hôpitaux... La plupart investissent pour obtenir leur propre IRM, leur propre scanner... » Est-ce vrai ? Ces technologies sont-elles uniquement un instrument de concurrence ?

Pour UNESSA, l'augmentation du nombre d'appareils est liée à une augmentation des besoins et souligne que ces examens sont quand même prescrits par les médecins ! Alors que le nombre de RMN a augmenté de 6 % entre 2010 et 2015, le nombre de contacts patients par appareil a augmenté de 30 %... et les délais d'attente pour obtenir une IRM ont augmenté de 21%. En 5 ans, le délai d'attente a été prolongé d'une semaine, fait remarquer la fédération et pose la question : Quel est le délai d'attente raisonnable pour un examen ? 50 jours, 60 jours, 70 jours ?

En tout cas, UNESSA estime que le patient doit rester au centre des préoccupations et qu'un nombre suffisant de RMN favorise la qualité des soins et la performance du système de santé. Le son de cloche est bien sûr différent du côté du Cabinet De Block...

Articles connexes

[L'Académie belge de Pédiatrie entend aussi se battre pour la qualité des soins \(/fr/actualite/lacademie-belge-de-pediatrie-entend-aussi-se-battre-pour-la-qualite-des-soins\)](#)

[UNESSA lance une campagne pour tordre le cou aux idées reçues \(/fr/actualite/unessa-lance-une-campagne-pour-tordre-le-cou-aux-idees-recues\)](#)

[«Tout forfaitaire? A quoi bon alors encore se former ou sortir de son lit la nuit?» \(/fr/actualite/tout-forfaitaire-quoi-bon-alors-encore-se-former-ou-sortir-de-son-lit-la-nuit\)](#)

[Fixation du budget global pour les hôpitaux pour 2017 \(Maggie De Block\) \(/fr/actualite/fixation-du-budget-global-pour-les-hopitaux-pour-2017-maggie-de-block\)](#)

[Les anesthésistes perdent leur honoraire pur \(/fr/actualite/les-anesthesistes-perdent-leur-honoraire-pur\)](#)

Recommandé (/fr/actualite/trop-de-rmn-en-belgique-non-clame-unessa?tk_id=nosign&qt-content=0#qt-content)

Réactions (/fr/actualite/trop-de-rmn-en-belgique-non-clame-unessa?tk_id=nosign&qt-content=1#qt-content)
[Attention ! Vos imprimantes peuvent vous trahir ! \(/fr/actualite/attention-vos-imprimantes-peuvent-vous-trahir\)](#)

[Nutrow : une application innovante pour le suivi de l'état nutritionnel des patients \(/fr/actualite/nutrow-une-application-innovante-pour-le-suivi-de-letat-nutritionnel-des-patients\)](#)

[3D-Side : l'implants unique "made in Belgium" \(/fr/actualite/3d-side-limplants-unique-made-belgium\)](#)

[Stent.care : le 1er réseau social belge d'entraide des malades chroniques \(/fr/actualite/stentcare-le-1er-reseau-social-belge-dentraide-des-malades-chroniques\)](#)

[Le secteur alimentaire s'engage à limiter les pubs pour enfants sur les réseaux sociaux \(/fr/actualite/le-secteur-alimentaire-sengage-limiter-les-pubs-pour-enfants-sur-les-reseaux-sociaux\)](#)

Editions en ligne